

Le "Réalisme" triomphe

L'importance de l'interview accordée par M. Mendès-France au magazine américain « U.S. News and World report », n'a échappé à personne. Aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest ses déclarations ont obligé les observateurs à reviser leur jugement sur une politique jusqu'ici soupçonnée d'ambiguïté. Il n'est que de lire notre presse communiste ou d'écouter Radio-Moscou pour s'en convaincre : « Libération » écrit : « M. Mendès-France retombe dans les ornières d'où il avait d'abord si vigoureusement tiré le pays ».

Nous sommes loin des campagnes anti-américaines de « L'Express » et de « Combat », du neutralisme du « Monde » et de l'antigermanisme de M. Duverger ! Le volte-face est complet. David Lawrence rédacteur d'U. S. News et le porte-parole des milieux conservateurs les plus anti-communistes occupe une page entière du « Monde » avec un article particulièrement hostile à l'U.R.S.S. ! Avec le parti radical il faut s'attendre à tout.

Retour à l'unification européenne.

Si l'on entend bien les propos du Ministre français, ils signifient que si la C.E.D. a été rejetée ce n'est pas qu'elle fut mauvaise, mais qu'elle allait trop vite dans la voie de l'autorité européenne supra-nationale et de l'intégration économique qu'elle implique dans le domaine militaire en particulier et dans les autres par la suite ; mais que cette intégration devra être recherchée par étapes prudentes en fonction des situations de fait auxquelles les participants seront parvenus.

L'Allemagne dans l'O.T.A.N.

Par ailleurs, M. Mendès-France fait un pas décisif en admettant d'accueillir l'Allemagne de Bonn dans l'O.T.A.N. et en promettant d'engager son existence ministérielle devant le parlement qui s'est prononcé naguère contre cette admission. De même il se déclare favorable à la restitution sans délai à la République fédérale de sa pleine souveraineté. On ne voit pas dans ces conditions ce que M. Dulles et le Chancelier Adenauer pourraient objecter, aussi l'un et l'autre revisant leur attitude, se sont rendus à la Conférence de Londres avec un préjugé favorable. L'accord semble fait d'avance.

Les conditions.

M. Mendès-France a bien fait une réserve, c'est que pour s'accorder sur ces points essentiels, il fallait que les conditions mises dans son plan soient acceptées par les neuf.

Au point où en sont les choses, ce n'est plus de la France, mais de l'Angleterre que les difficultés peuvent surgir. Les conditions comportent évidemment un engagement anglais de tenir sur le continent pendant la durée du pacte un nombre fixé de divisions. C'est aussi la promesse inconditionnelle contenue dans le pacte de Bruxelles — qu'on étendrait à l'Allemagne et à l'Italie — de défendre tout partenaire qui serait l'objet d'une agression en Europe. C'est enfin de soumettre les armements de tous les pays membres à un contrôle qui ne concernerait sans doute que les forces stationnées sur le continent, mais qui impliquerait quand même une certaine dose de « supra-nationalité ». Comme les Américains ne seraient pas liés par de semblables obligations, il faudra persuader les Anglais de s'y soumettre seuls. Cependant de ce que l'on sait jusqu'ici des pourparlers de Londres, on peut espérer qu'un compromis acceptable surgira, tant est pressant le désir de chacun d'aboutir.

L'inconnue soviétique.

Il reste évidemment une inconnue : ce que sera l'attitude de M. Molotov lorsqu'un accord sera conclu. M. Mendès-France a reconnu sans ambage qu'il n'en savait pas plus qu'il y a six mois sur les plans du Kremlin et nous le croyons volontiers. Nous sommes pleinement d'accord lorsqu'il dit qu'on ne pourra négocier avec les Russes que quand l'unité occidentale sera rétablie. S'il l'avait dit plus tôt il se serait épargné bien des soucis.

Réalisme.

Cette interview pour laquelle le mot de sensationnel semble fait, montre que le réalisme du Président du conseil l'a conduit à ramener la politique française dans l'« ornière », c'est-à-dire dans la voie traditionnelle de l'intérêt national dont elle s'écartait depuis la Conférence de Bruxelles. Il s'est vite convaincu qu'un renversement de cette politique n'était pas viable. Dont acte. Nous le lui accordons sans réserve. Il avait suscité une vague de défiance dans le monde libre qui par-delà sa personne atteignait la France. Les déclarations au magazine américain doivent les dissiper. Souhaitons qu'il en soit de même à Londres ; les diplomates chevronnés qu'il affronte sont gens très circonspects. Il n'en reste pas moins que si favorables qu'elles puissent être à la collaboration occidentale, qui est l'essentiel, elles ne peuvent donner à la France les garanties que prévoyait la C.E.D. Elle ne pourra soustraire à l'Allema-

gne, dans l'avenir une souveraineté militaire qui demeure un danger en puissance et un risque qu'il était pour nous essentiel de conjurer. Plus que jamais, redisons qu'on voit ce qu'on a perdu et nullement ce qu'on gagne, même si l'on obtient quatre divisions anglaises en contrepartie du grand état-major du Reich.

Problèmes économiques.

Puisque nous nous sommes consacrés au commentaire de l'interview du « New report » nous nous permettrons de soulever quelques objections non plus au Ministre des Affaires étrangères, mais à l'économiste. Il affirme que la production française n'a pas dépassé en 1953 celle de 1929 et le niveau de vie des Français ne s'est pas élevé depuis cette date. Statistiquement c'est exact, en fait il n'en est rien ; la production de 1929 était exécutaire et ne correspondait pas au pouvoir d'absorption de la nation et du monde. Le krach qui suivit en fut la preuve et feu Tardieu et son « hymne à la production » en fit alors les frais. La production de 1953, au contraire, est insuffisante et si on peut la mettre en harmonie avec le pouvoir d'achat, elle pourra croître considérablement sans risque d'être invendable. Y parviendra-t-on sans dévaluation ni inflation ni hausse générale des salaires et des prix, c'est une autre affaire. Mais il y a que l'embaras des moyens.

Quant au niveau de vie des Français il faut avoir courte mémoire pour que la comparaison soit douteuse. Compte-t-on pour rien les avantages de la Sécurité Sociale, l'augmentation fabuleuse des consultations médicales, de la consommation de remèdes, du nombre des cures d'eau, pour ne rien dire du nombre de véhicules à moteur qui circulent et des postes de radio qui fonctionnent et de tant d'autres commodités accessibles à la masse. Ce qui trompe dans les statistiques brutes c'est qu'on ne tient pas compte de deux facteurs, d'abord l'abaissement considérable des prix en valeur absolue de certains produits industriels (on peut se procurer une voiture meilleure à la moitié du prix d'alors, et un poste de radio à moins encore), ni surtout à l'accumulation des biens durables que la production met sur le marché et qui ne sont pas détruits. Par exemple un mécanicien peut se procurer et utiliser une voiture ou un poste de radio d'occasion pour presque rien, ce qui eût été impossible en 1929. Méfions-nous des statistiques surtout si nous sommes économistes.